

## L'analyse comparée de la politique étrangère : les superpuissances – Une étude de cas

Blema Steinberg

Volume 3, numéro 1, 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700169ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700169ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Steinberg, B. (1972). L'analyse comparée de la politique étrangère : les superpuissances – Une étude de cas. *Études internationales*, 3(1), 65–80.  
<https://doi.org/10.7202/700169ar>

# L'ANALYSE COMPARÉE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE : LES SUPERPUISSANCES — UNE ÉTUDE DE CAS \*

par Blema S. STEINBERG \*\*

## PREMIÈRE PARTIE

### PROBLÈMES MÉTHODOLOGIQUES DANS LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE COMPARÉE

#### 1 — INTRODUCTION

Un examen rapide des publications dans le domaine de la politique étrangère révèle un manque d'intérêt manifeste pour l'analyse comparée. Les étudiants de la politique étrangère ont eu tendance à devenir, soit des spécialistes de la politique étrangère d'un État ou d'une région en particulier — se préoccupant de l'explication descriptive ou analytique de la politique étrangère de l'État A, B ou C, — soit des fervents de modèles ou de constructions théoriques. Un examen approfondi de quelques analyses qui prétendent offrir une étude comparative de la politique étrangère révèle une série d'analyses, pays par pays, où les auteurs se concentrent sur la politique étrangère de différents États sans jamais adopter un cadre théorique identique, d'un auteur à l'autre. Toutes ces analyses reconnaissent l'importance à la fois de la nature et du processus de la politique étrangère. Par contre, chaque État est considéré comme s'il existait *sui generis* <sup>1</sup>.

Par ailleurs, il n'est pas difficile de comprendre cette carence d'efforts sérieux pour aborder la nature et le processus de la politique étrangère sous un angle comparatif. En effet, un postulat implicite dans une telle approche laisse supposer qu'il existe certaines ressemblances inhérentes d'un État à l'autre. La difficulté survient

---

\* Le professeur Janice Stein du Département de sciences politiques de l'université McGill a lu plusieurs ébauches de ce texte et je lui suis très reconnaissante pour ses suggestions.

\*\* Professeur adjoint au Département de sciences politiques à l'université McGill, Montréal.

<sup>1</sup> Voir, par exemple, R. C. MACRIDIS (éd.), *Foreign Policy in World Politics*, New Jersey, Prentice-Hall, 3<sup>e</sup> éd., 1967 et F. S. NORTHEGE (éd.), *The Foreign Policies of the Powers*, Londres, Faber and Faber Ltd., 1968.

au moment d'identifier ces domaines de ressemblance. Est-ce à dire que la ressemblance se situe au plan (1) des types d'États initiateurs ; (2) de la nature de la politique étrangère poursuivie ; ou (3) du degré d'interaction <sup>2</sup> ? Nous essaierons d'explorer quelques-unes de ces questions.

## II – QUELQUES CRITÈRES POUR LE CHOIX DES ÉTATS

### A. Type d'États initiateurs

Le choix de deux ou plusieurs États qui possèdent certains attributs semblables constitue un point de départ pour l'analyse comparative de la politique étrangère. La sélection de ces États peut impliquer des considérations très diverses : une idéologie commune, des structures politiques semblables, des niveaux comparables de capacité économique et de puissance.

Le critère le plus généralement utilisé pour la sélection des États est la puissance <sup>3</sup>. À partir de la notion empirique qui distingue, au sein du système international, des superpuissances, des puissances majeures et des petites puissances, divers théoriciens ont porté leur attention sur l'un ou l'autre de ces groupes. Mais les postulats qui sous-tendent cet effort de regroupement n'ont jamais été formellement énoncés. Ainsi on n'a jamais tenté d'établir des corrélations entre la position des États dans la hiérarchie de la puissance et une typologie de comportements en politique étrangère. On n'a pas non plus formulé d'hypothèses spécifiques tendant à postuler que le niveau de potentiel est une variable explicative majeure du comportement de politique étrangère de l'un ou l'autre de ces groupes <sup>4</sup>.

<sup>2</sup> Charles F. HERMANN, (« Policy Classification : A Key to a Comparative Study of Foreign Policy », document non publié, Princeton, 1971) propose plusieurs types de classifications de la politique étrangère basés sur (1) la substance ou la nature de la politique ; (2) le type d'État initiateur ; (3) le type d'État récipiendaire ; (4) les processus et les principes de l'élaboration d'une politique ; (5) les buts poursuivis.

<sup>3</sup> Pour différencier les superpuissances, les grandes puissances, les puissances moyennes et les petites puissances, M. BRECHER, B. STEINBERG et J. STEIN suggèrent que « la position d'un État dans la hiérarchie du pouvoir est fonction de la combinaison de quatre éléments — dimension, population, capacité militaire et capacité économique, ces deux derniers étant essentiels au moment où l'on tente d'attribuer un rang à l'État. Les superpuissances (É.-U. et URSS) possèdent les quatre éléments en quantité et en qualité suffisantes pour leur accorder un droit de veto exclusif sur la survie du système et de ses membres. Les grandes puissances (Grande-Bretagne, Allemagne, Chine, Japon) possèdent trois des quatre éléments, de sorte que leurs décisions de politique étrangère ont un impact très grand mais qui ne rejoint pas tout le système. Les petites puissances possèdent une quantité limitée des quatre éléments, de sorte que les effets de leurs décisions en politique étrangère sont limités à leurs voisins immédiats. Tous les autres États, dont les décisions de politique étrangère influencent soit l'ensemble de leur propre système subordonné soit un aspect particulier du système global, peuvent être appelés puissances moyennes ». (« A Framework for Research on Foreign Policy Behaviour », *Journal of Conflict Resolution*, vol. XXII, N° 1, mars 1969, p. 90).

<sup>4</sup> Par exemple, M. BRECHER, B. STEINBERG, et J. STEIN (*op. cit.*) se sont servis du concept de puissance moyenne pour choisir huit États dont les décisions en politique étrangère ont été étudiées à l'intérieur d'un même cadre d'analyse. Ce cadre n'a pas été utilisé pour comparer le comportement de ces puissances moyennes (ou les explications de ces comporte-

## B. La nature de la politique

La nature de la politique étrangère constitue un second critère majeur utilisé pour la sélection des États à des fins comparatives. Des ressemblances réelles ou apparentes entre les politiques étrangères de deux ou plusieurs États peuvent s'avérer une base intéressante de comparaison. Par exemple, les politiques étrangères des États-Unis et de l'URSS révèlent nombre de ressemblances notoires : chacun s'engage dans des activités hégémoniques marquées par des types d'intervention clairement identifiables ; chacun entretient bon nombre de relations de patron à obligé (patron-client) avec des pays du Tiers monde, qui impliquent une aide économique et militaire très importante.

## C. Degré d'interaction

Le degré d'interaction entre les politiques étrangères de deux ou plusieurs États offre une troisième possibilité à l'analyse comparative. L'existence d'un réseau de relations caractérisé par un haut niveau d'engagement peut nécessiter une approche comparative pour une compréhension plus complète du comportement de politique étrangère des protagonistes. Bon nombre de relations américano-soviétiques pourraient bénéficier d'une analyse comparative de politique étrangère : les interactions de la guerre froide, la course aux armements, de même que des décisions spécifiques comme celles prises durant la crise des missiles de Cuba.

Il faut préciser ici qu'une typologie des États initiateurs, la substance de la politique étrangère et le degré d'interaction n'épuisent pas les critères susceptibles d'orienter la sélection des États à des fins de comparaison.

Ces critères illustrent simplement le genre de considérations dont il faut tenir compte à cet égard.

## III - CHOIX DES VARIABLES DÉPENDANTES

Une fois faite la sélection des politiques étrangères de deux ou plusieurs États pour une étude comparative — par quelque critère ou combinaison de critères que ce soit — l'analyste doit identifier clairement les questions qu'il se pose et l'objet précis de son étude. Cela revient à expliciter le sens que l'on donne à la « politique étrangère ». Le problème peut être considéré d'une perspective restreinte ou générale. Une perspective restreinte se concentrerait sur une décision spécifique prise par les dirigeants d'un État ; dans la perspective plus générale, l'attention se por-

---

ments) à celui des superpuissances, des grandes puissances ou des petites puissances. Dans la même veine, John STOESSINGER se préoccupe d'abord de circonscrire le comportement des superpuissances dans certains des domaines essentiels et non pas de l'expliquer à partir de leur pouvoir prépondérant ; voir *The United Nations and the Superpowers*, New York, Random House, 1965. Hans MORGENTHAU est l'exception majeure : il accorde un rôle majeur aux éléments de la puissance comme explication du comportement de l'État. Voir, par exemple, *Politics Among Nations*, New York, Alfred A. Knopf, 4<sup>e</sup> éd., 1967.

terait sur un groupe de décisions interreliées qui, prises dans leur ensemble constitueraient une politique (*policy*)<sup>5</sup>. Une approche comparative impliquerait soit l'étude de décisions particulières soit de politiques générales, semblables d'un État à l'autre.

Dans certaines circonstances, une décision devrait nécessairement constituer le foyer d'analyse. Tel serait le cas des décisions uniques ou de celles qui ne seraient pas facilement explicables par les variables explicatives normales ou courantes appliquées à un tel comportement de politique étrangère. Par exemple, la décision américaine d'annuler l'aide pour la construction du barrage d'Assouan (Égypte, 1956) semble avoir été largement fonction de la structure de l'image de John Foster Dulles et n'illustre nullement le réseau des relations des É.-U. avec les pays du Tiers monde, ou même avec l'Égypte<sup>6</sup>.

#### IV – SÉLECTION DES VARIABLES DÉPENDANTES

Le choix d'une décision ou d'une politique comme foyer d'analyse oblige l'analyste de la politique étrangère comparée à résoudre un autre problème. Pourquoi serait-il intéressé à étudier des décisions particulières ou des politiques étrangères semblables ? Une considération majeure semblerait être le désir de comprendre les causes du comportement<sup>7</sup>. Certains étudiants de la politique étrangère porteront leur attention sur les données des décisions et/ou des politiques pour en expliquer les origines. Mais dans le domaine de la politique étrangère comparée, peu d'efforts ont été consacrés à une telle analyse des données. Dans une recension des contributions à l'analyse du comportement de politique étrangère, Janice Stein a suggéré que les approches dans l'explication de la politique étrangère pourraient se diviser en deux grandes catégories — les explications par l'environnement et les explications psychologiques. Les approches par l'environnement envisagent la politique étrangère comme le produit des forces de l'environnement définies de façon générale. Elles tendent principalement à établir une relation entre des facteurs comme le système économique, la puissance (l'analyse des capacités), le système politique — sa structure, le caractère ou le style national, la culture poli-

<sup>5</sup> Janice STEIN, « L'analyse de la politique étrangère : à la recherche de groupes de variables dépendantes et indépendantes », *Études internationales*, vol. 2, N° 3, septembre 1971, p. 373.

<sup>6</sup> Pour un examen de cette décision américaine, voir, par exemple, Herman FINER, *Dulles over Suez*, Chicago, Quadrangle Books, 1964 ; Emmet John HUGHES, *The Ordeal of Power*, New York, Atheneun, 1962 ; et J. E. DOUGHERTY, « The Aswan Decision in Perspective », *Political Science Quarterly*, vol. 74, mars 1969, pp. 21-45 et Mohammed HEIKAL, *The Cairo Documents*, 1971, publié dans le *London Sunday Telegraph* et dont les extraits paraissent dans *The Montreal Star*, 18 janvier 1972 (à paraître en français à Paris, chez Flammarion sous le titre *Les Documents du Caire*).

<sup>7</sup> Il n'y a pas accord unanime sur ce sujet. Par exemple, K. J. HOLSTI se demande si les analystes de la politique étrangère veulent expliquer la substance des décisions ou le processus de la prise de décision ; « Retreat from Utopia : International Relations Theory », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 4, juin 1971, pp. 166-167. Glenn PAIGE (*The Korean Decision*, New York, The Free Press, 1968) étudie davantage l'aspect organisationnel du processus décisionnel que la nature de la décision elle-même.

tique ou l'idéologie, la nature de la bureaucratie — ou la structure du système international, d'une part, et les types de décisions de politique étrangère, d'autre part. L'approche psychologique se concentre également sur les origines et le contenu des choix de politique étrangère. Par contre, elle insiste sur les images des décisions comme variable explicative majeure des décisions de politique étrangère. À l'intérieur de cette approche, on peut identifier quatre modèles importants : l'approche personnaliste, l'approche rationnelle ou stratégique, l'approche décisionnelle et l'approche par l'image, chacune insistant sur une composante particulière des images des décideurs<sup>8</sup>.

## V – LIENS ENTRE VARIABLES DÉPENDANTES ET INDÉPENDANTES

Étant donné l'existence de deux grandes approches à l'analyse de la politique étrangère — l'approche par l'environnement et l'approche psychologique — et, à l'intérieur de chacune, d'un nombre imposant de variables explicatives, comment l'analyste de politique étrangère comparée choisit-il devant un foisonnement aussi déroutant de possibilités ? On pourrait suggérer de relier le choix des variables indépendantes au niveau de spécificité de la variable dépendante<sup>9</sup>. Selon que l'on tente d'expliquer des décisions particulières de politique étrangère plutôt qu'une politique définie dans une perspective générale — ou vice versa — il se pourrait que certains modèles analytiques soient plus appropriés que d'autres.

Si l'étudiant cherche à expliquer le comportement d'un État dans le contexte d'une décision particulière, un modèle psychologique semblerait préférable à un modèle par l'environnement. Car dans ce cas, l'étudiant tente de découvrir les causes qui entraînent une initiative ou une réponse particulière à un moment donné plutôt qu'une explication d'une politique qui a persisté pendant un certain temps. Les modèles psychologiques se concentrent sur les décideurs et la relation entre certains aspects de leur image et leur comportement. Pour cette raison, ils constituent de meilleurs outils d'analyse pour expliquer des décisions particulières que les modèles par l'environnement, surtout quand ces décisions semblent dévier par rapport aux tendances typiques de comportement. Une explication par l'environnement semble justifiée dans l'étude des politiques étrangères définies de façon générale. Si l'on peut démontrer l'existence d'une tendance de comportement de politique étrangère, l'explication de cette continuité semblerait devoir puiser au-delà de la contribution spécifique de chacun des décideurs. En d'autres mots, un modèle psychologique risque de ne pas révéler l'explication profonde d'un tel comportement. Si c'est une des variables de l'environnement ou une combinaison de ces variables qui explique mieux une politique étrangère, comment choisit-on celle à privilégier ? Le concept de « domaine » (*issue-area*) peut donner une première orientation. Les politiques étrangères à l'intérieur d'un domaine particulier, i.e.

<sup>8</sup> Pour une analyse en profondeur des divers modèles, voir Janice STEIN, *loc. cit.*, pp. 375-391.

<sup>9</sup> *Ibid.*, pp. 391-392.

militaire, politique, économique, socio-culturel<sup>10</sup>, s'expliquent mieux à l'aide de variables indépendantes semblables que par des variables applicables à tous les domaines. Cependant, le choix des variables pertinentes parmi celles qu'offre l'environnement peut nécessiter une période de tâtonnement jusqu'à ce que la recherche révèle l'existence de certaines corrélations initiales.

## DEUXIÈME PARTIE

### LES SUPERPUISSANCES : UNE ANALYSE COMPARATIVE

#### I – INTRODUCTION

Comme on l'a mentionné plus haut, une étude comparative des politiques étrangères soviétique et américaine pourrait se justifier sur la base de considérations telles (1) leur similitude en tant qu'États initiateurs, i.e. des superpuissances ; (2) leur poursuite du même genre de politique étrangère, i.e. hégémonie, relations de patron à obligé et, (3) leur engagement dans des politiques et des décisions qui manifestent un haut niveau d'interaction, i.e. la course aux armements, la politique de la guerre froide et la crise des missiles à Cuba.

Après avoir étudié les genres d'approche qui ont été développés pour expliquer le comportement de politique étrangère et les relations entre les variables dépendantes et indépendantes, nous aborderons quelques contributions à l'étude de cas spécifiques de la politique extérieure américaine et soviétique, pour montrer les techniques d'analyse existantes.

#### II – POLITIQUES ÉTRANGÈRES SEMBLABLES :

##### LE COMPORTEMENT HÉGÉMONIQUE — UNE ÉTUDE DE CAS

Il existe singulièrement peu de comparaisons du comportement de politique étrangère des É.-U. et de l'URSS. Chez les auteurs qui ont manifesté un certain intérêt pour la perspective comparative, le thème le plus fréquent est celui du comportement *hégémonique*. Certains portent leur attention sur des décisions particulières d'intervention, d'autres sur la politique générale d'hégémonie.

Deux groupes différents d'analystes ont étudié deux cas spécifiques d'intervention étrangère entreprise par les États-Unis et l'Union soviétique. Z. Brzezinski et S. Huntington ont considéré l'intervention américaine à Cuba et l'intervention

<sup>10</sup> C'est James ROSENAU qui a créé le concept de domaine : « Pre-theories and Theories of Foreign Policy » dans Barry FARREL, ed., *Approaches to Comparative and International Politics*, Evanston, Northwestern University Press, 1966, pp. 27-92. On trouvera cette distinction particulière des *issue-areas* dans M. BRECHER, B. STEINBERG et J. STEIN, *loc. cit.*, pp. 87-88.

soviétique en Hongrie <sup>11</sup>. A. Lowenthal et J. Rothschild ont examiné l'intervention américaine en République dominicaine et l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie <sup>12</sup>. Aucun des groupes d'auteurs ne s'est particulièrement préoccupé d'expliquer les raisons de ces décisions d'intervention. En guise d'introduction, Brzezinski et Huntington se contentent d'observer que

dans les deux cas, l'acte d'intervention était destiné à avoir un caractère préventif : dans le cas américain, empêcher la création dans l'hémisphère occidental d'un État communiste intégral, étroitement relié à l'URSS ; dans le cas soviétique, prévenir une défection du camp communiste et vraisemblablement une liaison éventuelle avec l'Occident.

Ces auteurs n'ont aucunement tenté d'approfondir ou d'étayer leur thèse. Ces affirmations, aux yeux de leurs auteurs, étaient des vérités évidentes et le seul élément comparatif de leur analyse visait à expliquer pourquoi l'action américaine avait été un échec alors que les Soviétiques avaient réussi. Ils ont expliqué les résultats différents — échec contre succès — à partir de variables de l'environnement comme l'idéologie, la nature des systèmes politiques respectifs, et le réseau de relations bilatérales dominantes <sup>14</sup>. Quoique dans le volume de Spiegel et Waltz on ait porté une certaine attention, si limitée fût-elle, aux raisons de l'intervention américaine en République dominicaine et de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, le foyer principal d'analyse demeurerait « les effets de l'intervention sur l'État où la superpuissance est intervenue, sur la superpuissance elle-même et sur la position de la superpuissance dans la région entière <sup>15</sup> ».

On a publié, faut-il noter, un certain nombre d'études individuelles sur l'intervention américaine à Cuba et dans la République dominicaine <sup>16</sup>, de même que sur l'intervention soviétique en Hongrie et en Tchécoslovaquie <sup>17</sup>.

Ces études ignorent les différents modèles existants de la politique étrangère à l'intérieur desquels les données pourraient être analysées ou comparées ; ces

<sup>11</sup> Zbigniew BRZEZINSKI et Samuel HUNTINGTON, *Political Power : USA/USSR*, New York, The Viking Press, 1967, pp. 367-407.

<sup>12</sup> Abraham LOWENTHAL, « The United States and the Dominican Republic » et Joseph ROTHSCHILD, « The Soviet Union and Czechoslovakia », dans Steven SPIEGEL et Kenneth WALTZ (eds.), *Conflict in World Politics*, Cambridge, Winthrop Publishers, 1971, pp. 99-114 et pp. 115-138 respectivement.

<sup>13</sup> BRZEZINSKI et HUNTINGTON, *op. cit.*, p. 367.

<sup>14</sup> *Ibid.*, pp. 367-407.

<sup>15</sup> SPIEGEL et WALTZ (eds.), *op. cit.*, p. 8.

<sup>16</sup> À titre d'exemples, citons Arthur SCHLESINGER JR., *A Thousand Days*, Boston, Houghton Mifflin, 1965 ; David WISE et Thomas ROSS, *The Invisible Government*, New York, Random House, 1964 ; Theodore DRAPER, *The Dominican Revolt*, dans *Commentary Magazine*, New York, 1968, et Jerome SLATER, *Intervention and Negotiation : The United States and the Dominican Revolution*, New York, Harper and Row, 1970.

<sup>17</sup> Voir, par exemple, Paul E. ZINNER, *Revolution in Hungary*, New York, Columbia University Press, 1962 ; Ferenc A. VALI, *Rift and Revolution in Hungary*, Cambridge, Mass., 1961 ; George LICHTHEIM, « Czechoslovakia 1968 », *Commentary Magazine*, November 1968 ; et Philip WINDSOR, *Czechoslovakia 1968*, New York, Columbia University Press, 1969.



modèles permettraient en outre d'établir les différentes priorités entre les variables intermédiaires ou indépendantes. De nombreux livres sur les politiques étrangères soviétiques<sup>18</sup> et américaines<sup>19</sup> se sont consacrés au comportement *hégémonique* dans la perspective plus vaste d'une politique (*policy*). Ce sont les explications par l'environnement du comportement américain et soviétique qui prédominent. Dans le cas américain, le comportement *hégémonique* est expliqué par la capacité en termes de puissance, par des considérations économiques et une idéologie messianique (préserver, pour le monde, le mode de vie américain), tandis que dans le cas soviétique, les variables explicatives majeures comprennent la puissance, l'héritage tsariste et le rôle de l'idéologie messianique (marxisme-léninisme). Encore une fois, cependant, on se doit de constater le peu d'efforts réalisés pour regarder les comportements *hégémoniques*, américain et soviétique, dans une perspective comparative où l'on tenterait de vérifier l'hypothèse qui veut qu'on puisse expliquer des comportements similaires par des causes semblables. Un article de James Kurth constitue une exception à cet égard. Kurth a suggéré que le comportement *hégémonique* américain pourrait être expliqué en le comparant au comportement *hégémonique* d'autres grandes puissances. Il s'est servi d'une approche par l'environnement où il a identifié quatre variables comme critères d'explication pour ce type de comportement : des considérations stratégiques, la nature du système international, des facteurs idéologiques et le niveau de capacité économique<sup>20</sup>.

Les considérations stratégiques, à savoir une volonté de refuser une partie donnée de territoire à un adversaire, expliquent la plupart des arrangements *hégémoniques* mais ne nous disent rien sur les techniques dont se servira un État hégémonique éventuel, i.e. annexion, colonisation, intervention, protection ou neutralisation. Pour Kurth, c'est la nature du système international qui semble établir les paramètres à l'intérieur desquels un État choisit sa technique de refus stratégique. Dans un système multipolaire où les petits États sont centraux, les tendances dominantes en seront l'annexion ou la neutralisation. Si les petits États sont périphériques, on procédera par colonisation. Dans un système bipolaire, où les petits États font intégralement partie du système international central, les modes privilégiés seront l'intervention ou la protection. Là où les États seront d'importance secondaire, la non-intervention sera la règle ou encore, par entente tacite, les superpuissances se refuseront elles-mêmes toute forme d'expansion. Bref, Kurth établit une corrélation entre la polarité et l'hégémonie<sup>21</sup>.

<sup>18</sup> Parmi ceux-ci, on compte Z. BRZEZINSKI, *The Soviet Bloc*, Cambridge, Harvard University Press, 1960 ; Adam B. ULAM, *Expansion and Co-existence : The History of Soviet Foreign Policy, 1917-1967*, New York, Praeger, 1967 et Thomas W. WOLFE, *Soviet Power and Europe 1945-1970*, Baltimore, John Hopkins Press, 1970.

<sup>19</sup> Par exemple, Ronald STEEL, *Pax Americana*, New York, Viking Press, 1967 ; Gabriel KOLKO, *The Roots of American Foreign Policy*, Boston, The Beacon Press, 1969 ; William Appleman WILLIAMS, *The Roots of the Modern American Empire*, New York, Random House, 1969 et Harry MAGDOFF, *The Age of Imperialism*, New York, Modern Reader, 1969.

<sup>20</sup> James KURTH, « American Hegemony : A Thicket of Theories », communication présentée à la 43<sup>e</sup> réunion annuelle de l'Association canadienne de Science politique, Université Memorial de Terre-Neuve, 8-11 juin 1971, vol. IV, pp. 27-58.

<sup>21</sup> KURTH, *loc. cit.*, p. 35.

Comme explication de l'hégémonie américaine, la théorie du « refus stratégique » présupposerait que le *containment* est dirigé uniquement contre l'expansion de l'URSS et la Chine. Comme le comportement *hégémonique* américain est allé beaucoup plus loin, on peut supposer que l'impératif de l'anti-communisme peut expliquer plusieurs de ces interventions. Là encore, l'explication est insuffisante si l'on considère que le rapport coût-bénéfice des actions entreprises au nom de l'anti-communisme a été souvent défavorable, réduisant ainsi la force de l'impératif <sup>22</sup>.

James Kurth examine également la relation entre le comportement *hégémonique* et les théories économiques. Selon lui, les explications des interventions américaines fondées uniquement sur son système économique — les exigences d'une société capitaliste mûre — ne parviennent pas à rendre compte d'autres manifestations *hégémoniques*, i.e. le comportement de l'Union soviétique. Par contre, une définition plus raffinée de la variable économique révèle des parallèles dans les comportements soviétique et américain. Plutôt qu'avec le type de système économique, on peut relier les formes d'intervention avec le rapport de modernisation sociale entre une grande puissance et une petite puissance <sup>23</sup>. Kurth a conclu son analyse en observant que les formes modestes de l'explication stratégique — la volonté d'opposer la puissance à la puissance — n'expliquent pas assez, alors que les formes simplifiées de l'explication économique — défense du capitalisme et anti-communisme — expliquent trop de phénomènes. On pourrait envisager une analyse à variables multiples qui partirait de l'orientation générale suivante :

La tendance normale à l'hégémonie de la politique extérieure américaine, s'inscrit dans la bipolarité et surtout la modernité. La direction et la légitimation de l'hégémonie sont définies à partir de l'anti-communisme fondé sur des considérations stratégiques et économiques, surtout ces dernières. Les facteurs stratégiques (que renforcent les facteurs démocratiques) établissent des limites générales aux opérations anti-communistes ; quand un État-client est menacé de l'intérieur par un mouvement communiste ou menace lui-même de se détourner vers une grande puissance communiste, les É.-U. peuvent soit entreprendre une intervention militaire si la menace s'exprime par un coup d'État ou simplement par un mouvement de guérilla fort, soit intervenir à titre de « conseiller » s'il s'agit d'un mouvement de guérilla faible, ou préférer une intervention par procuration seulement s'il s'agit d'un gouvernement établi <sup>24</sup>.

Kurth prétend déduire sa thèse au sujet du comportement *hégémonique* des É.-U. sur la base de la comparaison avec d'autres grandes puissances. Peut-on substituer l'URSS pour les É.-U. et en arriver à une hypothèse aussi valable ?

La tendance normale à l'hégémonie de la politique extérieure (soviétique) s'inscrit dans la bipolarité et surtout la modernité. La direction et la légi-

<sup>22</sup> *Ibid.*, pp. 39-40.

<sup>23</sup> KURTH, *loc. cit.*, pp. 47-58.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 62.

timation de l'hégémonie sont définies à partir de (l'idéologie communiste), fondée sur des considérations stratégiques et économiques, surtout ces dernières. Les facteurs stratégiques que renforce (le système politique) ; établissent des limites générales sur les opérations (anti-occidentales) quand l'État-client est menacé de l'intérieur par un mouvement (anti-communiste) ou menace lui-même de se détourner vers une grande puissance (anti-communiste), l'URSS peut soit entreprendre une intervention militaire si la menace s'exprime par un coup d'État, ou simplement par un mouvement de guérilla fort, soit intervenir à titre de « conseiller » s'il s'agit d'un mouvement de guérilla faible, ou préférer une intervention par procuration, s'il s'agit d'un gouvernement établi <sup>25</sup>.

Ce qui émerge de cette substitution de l'URSS pour les É.-U. est une situation où la réalité est décrite à l'envers. Dans la poursuite de ses politiques *hégémoniques*, l'Union soviétique a renversé l'ordre des types possibles d'intervention — contre des gouvernements établis, elle a eu recours à une intervention militaire, i.e. Hongrie, Tchécoslovaquie, plutôt qu'à une intervention par procuration. Cette non-concordance s'explique par l'empressement excessif, témoigné par Kurth, à spécifier les conditions dans lesquelles certains types d'intervention auront lieu. Malgré cette mise en garde, une explication du comportement *hégémonique* qui se fonde sur une approche à variables multiples de l'environnement constitue certainement un point de départ valable pour ébaucher une théorie cohérente.

### III – POLITIQUES ÉTRANGÈRES À INTERACTIONS INTENSES : LA COURSE AUX ARMEMENTS — UNE ÉTUDE DE CAS

On a également peu étudié de façon comparative les relations soviéto-américaines dans le domaine des armements. On peut pourtant déceler une fois de plus des tendances similaires. Généralement, on a examiné ce problème soit dans une perspective théorique <sup>26</sup> soit en vue de formuler des recommandations politiques <sup>27</sup> ; ou encore, les politiques d'armements de l'URSS et des É.-U. ont fait l'objet d'études séparées, l'objectif étant de mesurer l'étendue des formations militaires et de cerner les doctrines stratégiques en compétition les unes avec les

<sup>25</sup> Les mots entre parenthèses représentent l'application de la thèse de Kurth à l'Union soviétique.

<sup>26</sup> Par exemple, Bernard BRODIE, *Strategy in the Missile Age*, Princeton, Princeton University Press, 1959 et André BEAUFRE, *Deterrence and Strategy*, Londres, Faber and Faber, 1965.

<sup>27</sup> Parmi ceux qui ont adopté cette approche, citons Hedley BULL, *The Control of the Arms Race*, New York, F. A. Praeger, 1965 ; David EDWARDS, *Arms Control in International Politics*, New York, Holt, Reinhart and Winston, 1969 ; Jerome H. KAHAN, « Strategies for SALT », dans *World Politics*, vol. XXIII, N° 2, janvier 1971, pp. 171-188 et Benjamin LAMBETH, « Deterrence in the MIRV Era », *World Politics*, vol. XXIV, N° 2, janvier 1972, pp. 221-242.

autres<sup>28</sup>. Quand on s'est penché sur les politiques d'armement spécifiques de l'URSS et des É.-U., on n'a pratiquement présenté aucune hypothèse sur la similitude entre les deux États des tendances et structures de développement de l'appareil militaire où des pressions conduisent à une escalade quantitative et qualitative des armements nucléaires.

Par exemple, on a considéré les facteurs probables influençant la politique soviétique aux pourparlers SALT tels que les variables stratégiques, les considérations économiques, le rôle des groupes d'intérêt (les militaires) et la nature du leadership politique, sans qu'il soit fait référence à la possibilité que des considérations semblables agissent aux É.-U.<sup>29</sup>.

Une étude récente du phénomène de la course aux armements a insisté sur quatre domaines majeurs : la typologie des courses aux armements ; les stratégies ; les résultats ; et les explications hypothétiques des éléments dynamiques qui sous-tendent le phénomène<sup>30</sup>. Parmi les hypothèses pertinentes à la dynamique de la course aux armements, deux théories — action-réaction et processus internes — prédominent. À l'intérieur du cadre action-réaction, Gray a suggéré que des recherches plus avancées sont nécessaires en ce qui regarde la forme de la réaction et les catégories d'événements qui produisent les réactions<sup>31</sup>.

Au sein du paradigme du processus interne, on a privilégié huit variables explicatives majeures : l'inertie, le développement interne de la technologie, les structures d'intérêts (*interest epidemiology*), la planification, les doctrines stratégiques, la structure gouvernementale, l'équilibre du pouvoir entre les agences et la localisation géographique<sup>32</sup>.

On pourrait certainement contester le choix de certaines variables de Gray dans le contexte du processus interne. Son étude est cependant instructive en ce qu'elle projette de la lumière sur la pauvreté des recherches pour comprendre les raisons des courses aux armements, en général, et de la course américano-soviétique, en particulier. Comme Gray lui-même l'observe : « La thèse de cet article est qu'il existe si peu d'études systématiques du comportement dans la course aux armements que nous ne pouvons pas raisonnablement postuler la supériorité de l'une ou l'autre des explications suggérées, à savoir action-réaction ou processus interne<sup>33</sup> ».

<sup>28</sup> Voir Raymond GARTHOFF, *Soviet Military Policy*, New York, F. A. Praeger, 1966 ; Roman KOLKOWICZ, *et al.*, *Soviet Union and Arms Control*, Baltimore, John Hopkins Press, 1970 ; Robert N. GINSBURG, *U.S. Military Strategy in the Sixties*, New York, W. W. Norton and Co., 1965 ; et Roman KOLKOWICZ, « Parity and Beyond : Soviet Perspectives », *World Politics*, vol. XXIII, N° 3, avril 1971, pp. 431-442.

<sup>29</sup> Roman KOLKOWICZ *et al.*, *op. cit.*, pp. 1-30.

<sup>30</sup> Colin S. GRAY, « The Arms Race Phenomenon », *World Politics*, vol. XXIV, N° 1, octobre 1971, pp. 39-79.

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 72.

<sup>32</sup> *Ibid.*, pp. 72-78.

<sup>33</sup> Colin S. GRAY, « The Arms Race Phenomenon », *World Politics*, vol. XXIV, N° 1, octobre 1971, p. 78.

Une explication du syndrome action-réaction bénéficierait fort probablement de l'application 1) d'un modèle de politique rationnel et/ou 2) d'un modèle de l'image — (la perception de menaces semble être intimement liée aux réseaux d'action-réaction). Pour analyser l'impact des processus internes, on pourrait suggérer soit un modèle décisionnel, où les perceptions qu'ont les élites des variables internes peuvent être mesurées, soit une approche par l'environnement, où des variables spécifiques de l'environnement telles que le rôle du complexe militaire-industriel peuvent être évaluées.

Le choix des modèles sera influencé par la nature de la variable dépendante. Si l'on cherche une description générale des causes qui opèrent sur la course aux armements soviéto-américaine, une approche par l'environnement qui insisterait sur les variables stratégiques, économiques et sur le système politique, pourrait suffire. Si l'on désire examiner les raisons d'une décision spécifique en ce qui regarde les armements — comme les accords sur la limitation des armements ou les termes précis de tels arrangements — une approche psychologique dont le modèle insisterait sur l'une ou l'autre dimension des images des décideurs semblerait essentielle. En effet, si une approche par l'environnement peut expliquer des structures générales de comportement, seul un modèle psychologique peut expliquer les variations par rapport à la norme.

Si l'on s'interroge, non sur le « pourquoi » de la course aux armements mais plutôt sur ses résultats probables, un modèle des images serait plus utile. Comme le choix parmi diverses options — désescalade ou gel des armements — résulte de l'intensité des rapports effectifs qui, à leur tour, sont le produit de spirales de perceptions se renforçant mutuellement, reliées aux réseaux d'interaction, une étude minutieuse des images soviétiques et américaines s'impose.

#### IV – DÉCISIONS DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE À INTERACTION INTENSE : LA CRISE DES MISSILES DE CUBA — UNE ÉTUDE DE CAS

Probablement aucun aspect du comportement de politique extérieure américaine et soviétique n'a été analysé autant que les décisions prises par les deux États durant la crise des missiles de Cuba. Comme les analyses de cette crise n'ont pas été reliées à la perspective globale des politiques américaine et soviétique, attribuables à des déterminants de l'environnement, la plupart des analystes ont tenté d'expliquer ces décisions à partir de divers modèles psychologiques. Parmi ceux-ci, le modèle rationnel a été nettement privilégié<sup>34</sup>. Si ce modèle semble attirer le plus grand nombre d'adhérents, il n'est pas le seul qui ait été utilisé pour expliquer

<sup>34</sup> Voir par exemple, Arnold HORELICK, « The Cuban Missile Crisis : An Analysis of Soviet Calculations and Behaviour », *World Politics*, avril 1961 ; Graham T. ALLISON, « Conceptual Models and the Cuban Missile Crisis », *The American Political Science Review*, vol. LXIII, N° 3, septembre 1969, surtout pp. 693-698 ; et Albert et Roberta WOHLSTETTER, « Controlling the Risks in Cuba », *Adelphi Papers*, N° 17, Londres, Institute for Strategic Studies, avril 1965.

le comportement américain. I. F. Stone a implicitement opté pour un modèle décisionnel quand il a suggéré que les perceptions des élites de la structure politique — les élections prochaines au Congrès et les élites concurrentielles i.e. les leaders républicains au Congrès — ont largement déterminé la réponse américaine. Stone niait l'existence de tout impératif rationnel basé sur des considérations stratégiques qui nécessitait le retrait immédiat des missiles russes de Cuba. Plutôt, la réponse américaine, suggère Stone, visait à prévenir la possibilité d'une victoire républicaine dans les élections du Congrès de novembre <sup>35</sup>.

Selon Graham T. Allison, d'autres modèles conceptuels peuvent offrir des explications et des prédictions meilleures. En particulier, il met en cause le modèle rationnel qui, selon lui, est basé sur le postulat que « des événements importants ont des causes importantes <sup>36</sup> ». Il suggère que ce postulat doit être contrebalancé par une appréciation du fait que (1) les structures décisionnelles sont très différenciées et (2) que « des actions de grande envergure sont la conséquence d'actions plus limitées, innombrables et souvent contradictoires, entreprises par des individus à divers niveaux des organisations bureaucratiques <sup>37</sup> ».

Dans le modèle du processus organisationnel, « les actes et les choix » sont définis comme les produits de grandes organisations fonctionnant selon des tendances routinières de comportement. Dans le modèle bureaucratique, les événements ne sont ni des choix ni des produits mais plutôt des résultats de diverses négociations entre joueurs à différents niveaux de la hiérarchie ; ces négociations se chevauchent.

En vertu de ce modèle, il faut examiner les perceptions, les motivations, les positions, la puissance et les tactiques des joueurs principaux, dont émerge le résultat final <sup>38</sup>.

L'utilisation que fait Allison du modèle organisationnel et du modèle bureaucratique a permis d'isoler des explications différentes du choix de la technique — le blocus — de mise en œuvre de la décision de base qui visait le retrait des missiles de Cuba <sup>39</sup>. Pour expliquer les raisons pour lesquelles l'élite américaine percevait l'installation des missiles soviétiques à Cuba comme étant intolérable, de même que l'insistance de cette élite sur le retrait de ces missiles, il semblerait indispensable de s'appuyer sur un modèle psychologique ; ce dernier mettrait l'ac-

<sup>35</sup> I. F. STONE, « The Brink », *loc. cit.*

<sup>36</sup> Graham T. ALLISON, « Conceptual Models and the Cuban Missile Crisis », *loc. cit.*, p. 690.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 690.

<sup>38</sup> Graham T. ALLISON, « Conceptual Models and the Cuban Missile Crisis », *loc. cit.*, pp. 698-715.

<sup>39</sup> Allison ne résout jamais, cependant, le problème du choix entre explications divergentes. En conclusion de son livre *Essence of Decision : Explaining the Cuban Missile Crisis*, Boston, Little Brown and Co., 1972, Allison affirme que « bien que l'on n'ait pas résolu la question du quoi et du pourquoi, les chapitres précédents révèlent plusieurs éléments auparavant sous-estimés et constituent une source riche d'hypothèses sur les causes des divers résultats » (p. 245). On peut soutenir que les modèles organisationnel et bureaucratique sont utiles pour voir sur quelles options restreintes et définies les décideurs ont à se prononcer mais ni l'un ni l'autre ne rend compte du rôle indépendant qu'exerce le décideur.

cent sur les perceptions qu'ont les élites des variables internes et externes ; il s'agirait donc d'un modèle décisionnel. L'étude d'Allison illustre la nécessité d'une typologie des décisions. Des modèles psychologiques peuvent mieux expliquer des décisions stratégiques ; les modèles rationnel, bureaucratique et organisationnel rendent mieux compte de l'application d'une décision <sup>40</sup>.

Si l'on s'intéresse à des décisions impliquant un haut niveau d'interaction, non pas pour en offrir une explication, mais plutôt pour en cerner les résultats probables, alors à l'intérieur de l'approche psychologique, un modèle des images (*image model*) semblerait avoir plus de valeur. Le modèle stimulus-réponse médiatisé de Stanford a été appliqué aux images américaines et soviétiques durant la crise des missiles de Cuba dans le but d'expliquer la résolution sans hostilités de la crise. Cette étude indique que les deux parties ont eu tendance à percevoir assez précisément la nature de l'action de l'adversaire et à agir à un niveau approprié. À mesure que le niveau de violence ou de violence potentielle dans les actions de l'adversaire s'amenuisait, au sein des perceptions des actions, l'affectivité positive augmentait alors que l'affectivité négative diminuait ; conséquemment, le niveau de violence dans les politiques subséquentes s'atténuait également <sup>41</sup>.

## V – STRATÉGIES DE RECHERCHE

L'analyse des études de la politique extérieure soviétique et américaine a révélé quelques-unes des lacunes et des insuffisances dans les recherches en cours. Des améliorations ne seront possibles, qu'après une série de décisions fondamentales. D'abord, le domaine de la recherche doit être défini de façon plus rigoureuse. S'il existe un accord général sur la valeur de l'étude du comportement de politique étrangère des superpuissances, quels problèmes particuliers ou genres de comportement doivent retenir l'attention des analystes ? On doit commencer par établir une typologie des domaines importants du comportement des superpuissances.

Une classification préliminaire pourrait être suggérée : (1) le comportement de politique étrangère prenant la forme de tendances *hégémoniques*, i.e. les É.-U. en Amérique latine et en Asie du Sud-est, l'URSS en Europe de l'Est ; (2) le comportement de politique étrangère dans le domaine des relations avec les alliés, i.e. les É.-U. et la France ; l'URSS et la Chine ; (3) le comportement de politique étrangère dans les relations de patron à client, i.e. les É.-U. en Inde, l'URSS en Inde ; (4) le comportement de politique de la guerre froide ; la course aux armements.

<sup>40</sup> On a défini les décisions stratégiques comme des « actes politiques généraux, mesurés par leur impact sur la totalité de la politique étrangère d'un État, la durée de l'impact et la présence d'un réseau auxiliaire de décisions qui opérationnalisent cette politique. Ce réseau auxiliaire constitue les décisions tactiques » ; M. BRECHER, B. STEINBERG et J. STEIN, « A Framework for Research on Foreign Policy Behaviour », *loc. cit.*, p. 88.

<sup>41</sup> Ole R. HOLSTI, Richard A. BRODY et Robert C. NORTH, « Measuring Affect and Action in International Reaction Models : The 1962 Cuban Crisis », dans J. ROSENAU (éd.), *International Politics and Foreign Policy*, édition révisée, New York, The Free Press, 1969, pp. 679-696.

Une fois choisis un certain nombre de réseaux de comportement, un second problème à considérer est la nature précise du foyer d'analyse. Plusieurs questions peuvent être intéressantes : les objectifs de la politique ; les techniques utilisées pour atteindre ces objectifs ; les résultats de cette politique ; — tous sont des domaines de recherche parfaitement légitimes. Mais c'est dans le domaine de l'explication des comportements soviétique et américain que les plus grandes lacunes subsistent.

Une évaluation systématique du rôle des variables intermédiaires et explicatives nécessite l'application d'approches similaires aux données. Le choix du type d'approche et, à l'intérieur de cette approche, l'utilité d'un modèle spécifique sera fonction, en partie, du type de comportement examiné. Certains modèles peuvent s'imposer d'eux-mêmes, mais dans les premiers temps d'une recherche, ce seront les données empiriques qui détermineront le processus par lequel certains modèles seront éliminés et d'autres, conservés. Un second critère influençant le choix du modèle sera le niveau de spécificité du comportement étudié. Tel que suggéré plus haut, l'analyse de décisions particulières bénéficiera indubitablement d'un modèle psychologique alors que les explications d'une politique définie de façon large pourront être élaborées plus utilement par les modèles de l'environnement.

Nous avons déjà donné plusieurs exemples de réseaux semblables de comportement américain et soviétique, i.e. les activités *hégémoniques*, l'escalade quantitative et qualitative des armes nucléaires, etc. Il faut maintenant envisager de nouveaux efforts pour explorer les causes de ces manifestations et d'autres événements en politique étrangère. Par exemple, au niveau décisionnel, on pourrait entreprendre une recherche à l'aide de modèles psychologiques sur l'intervention américaine en République dominicaine (1965) et sur l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie (1968). Quelles explications des décisions d'intervention et du choix de la technique de mise en œuvre de la décision en ressortiraient et jusqu'à quel point les variables explicatives seront-elles semblables ou différentes pour les É.-U. et l'URSS ?

Dans une perspective plus large, le problème des politiques *hégémoniques* soviétique et américaine, vis-à-vis de l'Europe de l'Est et de l'Amérique latine respectivement, pourrait aussi être étudié, à l'aide des approches par l'environnement. Quel est le fondement de ces activités des superpuissances, i.e. comment peut-on définir l'hégémonie pour l'isoler des autres types de comportement<sup>42</sup> et quelles variables explicatives semblent communes aux actions américaines et soviétiques dans ce contexte ? Si l'on peut démontrer que certaines variables de l'envi-

<sup>42</sup> Les définitions de l'hégémonie abondent. Pour certains auteurs, la notion correspond à l'impérialisme ; ces auteurs utilisent les deux termes indifféremment. D'autres préfèrent utiliser le terme hégémonie qui semble moins normatif. Une des meilleures définitions opérationnelles a été suggérée par James Kurth. Pour lui, l'hégémonie décrit une situation où les caractéristiques suivantes sont présentes : « le fait ou la perspective d'une intervention militaire, d'une intervention à titre de conseiller ou d'une intervention par procuration par une grande puissance dans le processus politique d'un petit État à laquelle s'ajoute un traité formel d'alliance militaire et des relations économiques relativement intenses entre les deux ». (« American Hegemony : A Thicket of Theories », *loc. cit.*, p. 20).



ronnement sont présentes dans la plupart des actions *hégémoniques*, on pourra alors postuler une série de conditions nécessaires, sinon suffisantes, pour leur poursuite. Selon la présence en l'absence de certaines variables dans l'environnement, la probabilité de l'activité *hégémonique* des superpuissances est-elle plus grande ou plus petite ?

On devrait noter qu'il n'y a aucune raison de croire que les hypothèses explicatives, quelle que soit leur perspective, puissent expliquer tous les actes *hégémoniques*. Aucune hypothèse explicative ne peut avoir une validité à 100% ou presque <sup>43</sup>. Un problème important à discuter serait de déterminer les critères d'une explication satisfaisante dans la perspective plus large. Quel pourcentage de toutes les activités *hégémoniques* des superpuissances doit valider une hypothèse pour qu'elle soit acceptable ?

Le nombre d'hypothèses possibles sur le comportement des superpuissances semble presque infini. Mais tant qu'on n'aura pas utilisé une approche comparative authentique ou adopté des modèles analytiques plus rigoureux, les études de la politique étrangère soviétique et américaine n'auront pas les fondements sur lesquels une analyse comparative significative pourrait se baser.

*Traduit de l'anglais par*  
Ferry de KERCKHOVE,  
(Université Laval)

---

<sup>43</sup> Dans les sciences naturelles, le niveau de probabilité accepté est de .001. Dans les sciences sociales, on est satisfait quand une relation est significative à .10 ou plus.